



APPEL D'OFFRES OUVERT SIMPLIFIÉ N°19/AUKSS/2023

**ELABORATION DES PLANS DE RESTRUCTURATION
DES DOUARS OULED SAID, LAHRARTA, OULED SGHIR SOUALEM,
LAGDADRA, LAMOUAGUER ET LAGDADRA EL MASSIRA
RELEVANT DE LA COMMUNE DE SIDI EL KAMEL
(LOT UNIQUE)**

Réservé aux PME

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

*Appel d'offres ouvert simplifié sur
offres de prix en application des
dispositions du décret n° 2-22-431 du
15 Chaabane 1444 (8 Mars 2023)
notamment paragraphe 1 de l'article
19 et les paragraphes 1 et 3 de
l'article 20.*



PREAMBULE

Marché passé par appel d'offres ouvert simplifié sur offres des prix séance publique conformément aux dispositions du décret N° 2-22-431 relatif aux marchés publics du 15 chaabane 1444 (8 MARS 2023) relatif aux marchés publics *notamment paragraphe 1 de l'article 19 et les paragraphes 1 et 3 de l'article 20.*

ENTRE :

D'une part

L'Agence Urbaine de Kénitra-Sidi Kacem-Sidi Slimane représentée par sa Directrice, **Madame Nahid HAMTAMI**, désignée ci-après par le terme "le maître d'ouvrage".

D'autre part

Cas d'une personne morale

M.....en qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social.....Patente n°

Registre de commerce de.....Sous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

.....

Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions).....ouvert auprès de.....

Cas de personne physique

M.....

Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce deSous le n°

Patente n° Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions).....ouvert auprès de.....



Cas d'un groupement

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention

(Les références de la convention) :

Membre 1 :

M.....qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital socialPatente n°

Registre de commerce deSous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions)ouvert auprès de.....

Membre 2 :

(Servir les renseignements le concernant)

.....

.....

Membre n :

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant

M..... (Prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement et
coordonnateur de l'exécution de l'étude, ayant un compte bancaire commun sous n° (RIB sur 24 positions)

.....

Ouvert auprès

Désigné ci-après par le terme « prestataire ».

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :



ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres a pour objet l'établissement de l'étude d'élaboration des plans de restructuration des douars Ouled Said, Lahrarta, Ouled Sghir Soualem, Lagdadra, Lamouaguer et Lagdadra El Massira relevant de la commune de Sidi El Kamel.

Il a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles cette étude sera effectuée par le contractant ainsi que les modalités de rémunération.

ARTICLE 2 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX

Les obligations du contractant découlant du présent appel d'offres ouvert sont issues des documents ci-après :

1. La loi n°12-90 relative à l'urbanisme et le décret n°2.92-832 du 14 octobre 1993 pris pour son application ;
2. Le dahir n°1-03-194 du 14 Rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
3. Le dahir n°1-03-195 du 16 Ramadan 1424 (11/11/2003) portant promulgation de la loi n°69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes ;
4. Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
5. Le dahir portant loi n° 1.93.51 du 22 Rabia 1 1414 (10 Septembre 1993), instituant les Agences Urbaines, notamment son article 3 ;
6. Le Dahir n° 1-85-437 du Rabia 2 1406 (20 décembre 1986) portant promulgation de la loi n° 30-85 relative à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) tel qu'il a été modifié et complété ;
7. Le Décret n° 2.93.67 du 27 Rabia 2 1414 (21 Septembre 1993) pris pour l'application du dahir portant loi n° 1.93.51 du 22 Rabia 1 1414 (10 Septembre 1993), instituant les Agences Urbaines ;
8. Le Décret n° 2.17.6342 du 11 Joumada 2 1439 (28 Février 2018) relatif au champ d'intervention des Agences Urbaines ;
9. Le Décret n° 2-16-344 du 17 Chaoual 1437 (22 Juillet 2016) fixant les délais de paiement et aux intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques ;
10. Le décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics ;
11. 11- Décret n° 2-19-599 du 1 er Safar (30 Septembre 2019) modifiant et complétant le décret n° 2-18-1009 pris pour l'application de la loi 17-99 relative au code des assurances;
12. Le décret Royal n°330.66 du 10 Moharrem 1387 (21/4/1967) portant règlement général de la comptabilité publique, modifié par le dahir n° 1/77/629 du 25 Chaoual 1397 (9/10/1977) et complété par le décret n°2. 79.512 du 26 Joumada II 1400 (12 mai 1980) tel que modifié et complété ;
13. 9- L'arrêté du Ministère des Finances et de la Privatisation n°2-3572 du 8 juin 2005 portant organisation financière et comptable des Agences Urbaines ;
14. arrêté du MEF n°1962-23 du 23/06/2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs au marché public ;

15. Le code général des impôts institué par la loi de finances 2006 tel qu'il a été modifié et complété lors de la loi des finances 2019 ;
16. Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de service portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre (CCAG-EMO) passés pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret 2-01-2332 du 22 Rabii II 1423 (4 Juin 2002) ;
17. La Décision du Ministère des Finances et de la Privatisation n°212 DE/SPC du 06 Mai 2005 fixant les seuils des actes soumis aux visas des contrôleurs d'Etat des Agences Urbaines ;
18. L'ensemble des textes spéciaux et documents généraux relatifs aux prestations à effectuer, rendues applicables à la date de passation du marché.
19. La circulaire 005/DUA/SI du 17 Janvier 1994 relative aux Plans d'aménagement ;

S'ajoutant à ces documents tous les textes législatifs et règlements en vigueur. Le contractant devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas déjà, il ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci pour se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 3 : ELEMENTS DE CADRAGE DE LA PROBLEMATIQUE

La commune de Sidi El Kamel est située dans la zone du Gharb et jouit ainsi de potentialités agricoles intéressantes (dehs 44%, ferchach 54% et tirs 2%, appartenance à l'ORMVAG, disponibilité des ressources en eau, ...) notamment dans son arrière-pays sachant que la vocation de la commune est essentiellement agricole.

Ce centre est doté d'un document d'urbanisme notamment un plan d'aménagement qui est homologué en 2012. La localisation de la commune de Sidi El Kamel est avantageuse sur plusieurs plans. Elle se positionne dans une vaste plaine dont l'accessibilité est très facile et assurée par la RP n°4234. La commune de Sidi El Kamel est ouverte dans toutes les directions (Kénitra, Souk El Arbaa et Machraa Bel Ksiri). C'est ce qui lui confère une position stratégique dans son environnement.

La dynamique urbaine du centre au cours des dix dernières années a été de ce fait faible, peu de logements ayant été construits. Toutefois les interventions de la collectivité territoriale et des services extérieurs ont été importants : la commune ne dispose pas de souk qui est une source de vente et surtout d'approvisionnement important pour sa population. Par contre, il existe des boutiques et services de proximité qui permettent essentiellement de commercialiser les produits agricoles locaux ou des communes environnantes. Le secteur artisanal est peu développé et se limite à celui de services (soudage, menuiserie), celui de production n'étant guère pratiqué au niveau de l'aire d'étude. Le tourisme pourrait être développé au niveau de l'aire d'étude, des études ont d'ailleurs été menées à ce niveau prévoyant de mettre en avant les potentialités de la commune notamment la proximité d'Oued Sebou. En dépit de ses potentialités, l'aire d'étude n'a pas connu une hausse démographique importante s'expliquant par la rareté des opportunités d'emplois et la transition démographique qu'a commencée à connaître le territoire communal.



Par ailleurs, cette localisation ne freine pas son insertion dans les armatures urbaines environnantes. Son implantation dans un territoire à vocation agricole a vu ses rapports avec son environnement se renforcer et se diversifier avec l'importance du périmètre irrigué. L'importance de la production agricole et l'ouverture du centre ont permis à ce dernier de jouer un rôle dans la fonction commerciale malgré l'absence d'un souk hebdomadaire.

Démographiquement, la population du centre compte 6248 habitants presque le 1/5 de la population communale qui est de 30199 selon le RGPH 2014. Laquelle présente 31,7% de population en âge d'activité.

Par ailleurs, les conditions de l'habitat et des équipements qu'offre l'aire d'étude sont insatisfaisantes pour assurer une vie décente à la population locale. Certes, l'habitat insalubre et non organisé est développé dans l'aire d'étude avec un manque flagrant en termes d'équipements socio-collectifs et d'infrastructure de base.

Aussi et afin de palier à ces dysfonctionnements, l'Agence Urbaine de Kénitra-Sidi Kacem-Sidi Slimane lance cette étude de restructuration pour apporter des solutions idoines.

ARTICLE 4 : AIRE DE L'ETUDE

La commune de Sidi El Kamel issue du découpage administratif 1992. Elle dépend du cercle de Mechraâ Bel Ksiri auquel elle est rattachée que par la commune de Safsaf qui se situe à l'Est, Ainsi, elle est constituée de 22 agglomérations rurales.

S'étend sur une superficie de 150 Km², la commune de Sidi El Kamel se trouve à l'extrémité ouest de la province de Sidi Kacem, elle est limitée :

- Au Nord par la Commune de Souk Tlet (Province de Kénitra) ;
- Au l'Ouest par la Commune de Sidi Allal Tazi (Province de Kénitra) ;
- Au Sud, par celle de Mograne (Province de Kénitra) ;
- A l'Est par la commune de Safsaf (Province de Sidi Kacem)

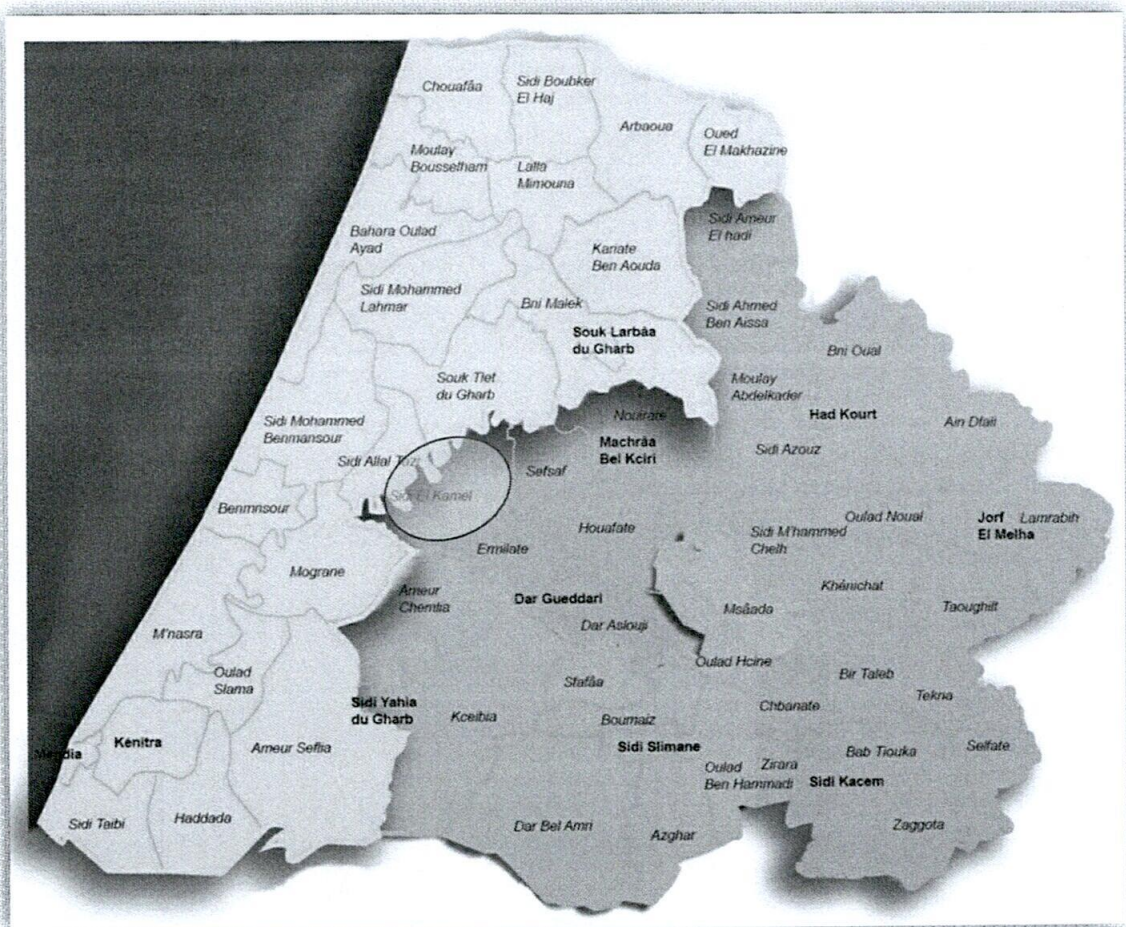
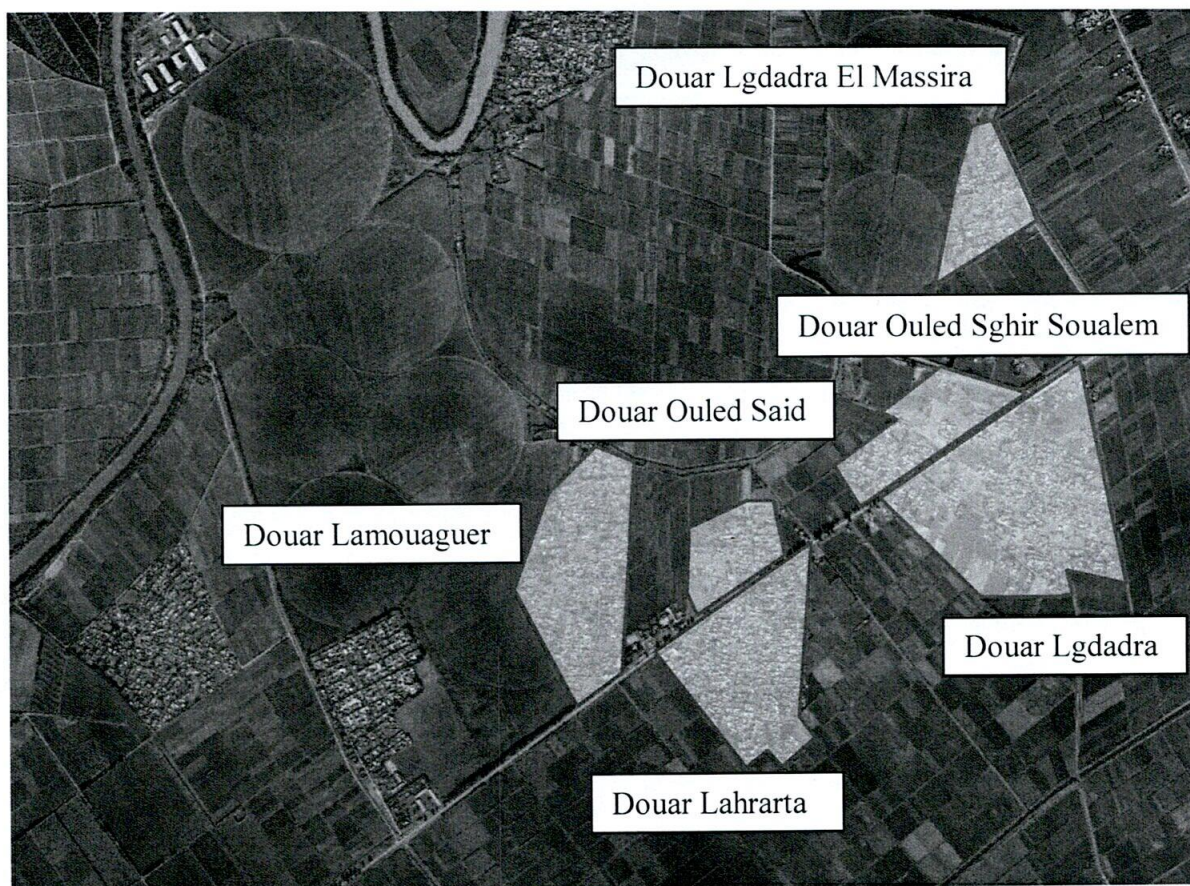


Figure : Situation administrative de la zone d'étude

La zone d'étude objet de cette restructuration, se situe dans la Province de Sidi Kacem qui s'étend sur une superficie de 3060 km² et elle est composée d'une grande partie des plaines fertiles du Gharb au nord-est de la Province, qui fait sa richesse agricole. Ainsi que des plateaux qui sont situés au nord-est et au sud, et enfin des collines et piémonts en direction du Rif à l'Ouest.

L'aire de l'étude se situe dans la Commune de Sidi El Kamel. Les douars objets de la restructuration sont d'un nombre de six (Ouled Said 24.4Ha, Lahrarta 37.5Ha, Ouledsghir Soualem 36.2Ha, Lagdadra 70Ha, Lamouaguer 50Ha et Lagdadra El Massira 20Ha, ils sont représentés dans la figure ci-dessous :



Les six douars objet de ladite étude sont dispersés au niveau de la commune de Sidi El Kamel avec des superficies différentes :

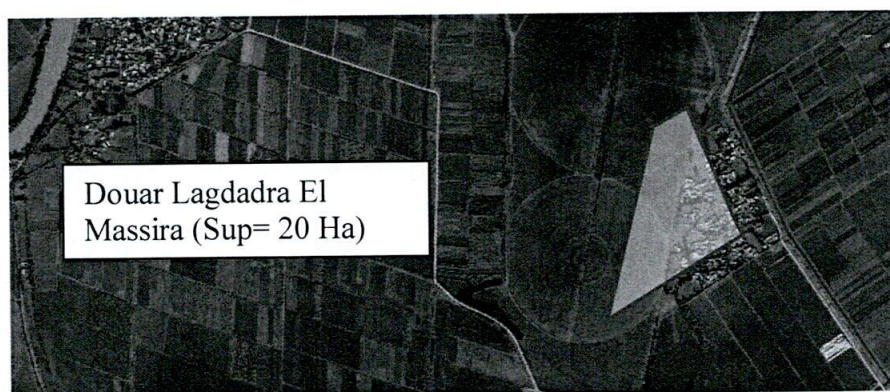


Figure : Douar Lagdadra El Massira



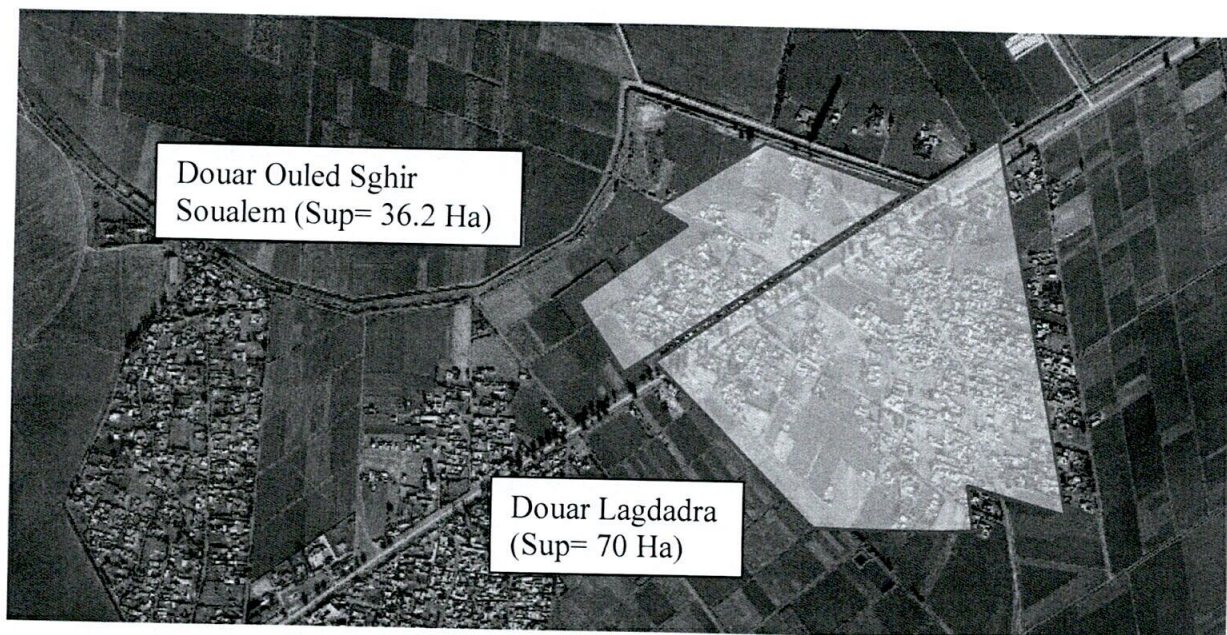


Figure : Douars Ouled Sghir Soualem et Lagdadra



ARTICLE 5 : OBJECTIFS DE L'ETUDE

La prolifération de l'habitat non structuré constitue une importante contrainte empêchant la réalisation d'un développement spatial équilibré dans les milieux urbains et ruraux.

Ce phénomène complexe, ayant des retombées négatives tant sur la santé des habitants que sur l'environnement et l'organisation spatiale, constitue un trait dominant du paysage urbain qu'il faut traiter globalement et spécifiquement dans ses différentes formes.

Par ailleurs, ce type d'habitat suscite de plus en plus d'intérêt de la part des pouvoirs publics qui comptent l'appréhender dans sa globalité.

L'objectif de la présente étude est l'élaboration des plans de restructuration des douars cités en article 4, constituant des documents de planification et de gestion simples et opérationnels qui ont pour but :

- Le rehaussement de la qualité architecturale et urbanistique au niveau de l'aire d'étude ;
- La maîtrise de leur développement et leur intégration dans le tissu urbain global ;
- La normalisation et la mise à niveau des groupements et douars compte tenu des différentes contraintes du site, en vue de maîtriser leur croissance et limiter leur extension au désavantage des zones agricoles et zones à risques ... ;
- L'organisation et la maîtrise de l'espace bâti et la définition du droit de construire agissant éventuellement sur l'implantation, la hauteur et l'aspect extérieur des constructions ;
- La création des conditions propices permettant de redresser le cadre de vie des groupements concernés en leur assurant le minimum requis tant au niveau de la salubrité des logements que des équipements de base et de proximité nécessaires ;
- L'intégration de la notion de la durabilité dans le développement du tissu à restructurer ;
- La connaissance des risques et des vulnérabilités du territoire afin d'adapter le principe de résilience dans ses différentes dimensions ;
- La diminution de la consommation énergétique des équipements et des matériaux à travers l'analyse architecturale et l'usage des matériaux de construction ;
- L'accompagnement de la transition écologique des habitations et des équipements ;
- L'injection des équipements de proximité ;
- La définition des servitudes publiques et le droit d'utilisation du sol ;
- La mise en œuvre des dispositions du PA en vigueur.

ARTICLE 6 : DESCRIPTION ET CONSISTANCE DES PRESTATIONS

L'étude est composée de trois missions principales :

- Mission 1 : - Reconnaissance des lieux de l'étude et élaboration du rapport diagnostic -orientations et propositions d'aménagement ;
- Mission 2 : - Elaboration des plans de restructuration et des règlements d'aménagement ;
- Mission 3 : - Proposition d'un plan d'action et les plans d'alignement et d'ordonnancement architectural des façades des bâtiments donnant sur les principales artères.

Mission 1-Reconnaissance des lieux de l'étude et élaboration du rapport diagnostic -orientations et propositions d'aménagement :

Le contractant est tenu de présenter lors de cette mission une méthode d'approche spécifique à l'étude



faisant ressortir les différentes tâches à mener en précisant la démarche à adopter et la problématique générale.

Au niveau de la problématique, il serait nécessaire de mettre l'accent sur les données spécifiques des secteurs qui forment le tissu et d'illustrer les faits par des cartes thématiques et des compositions photographiques pour une meilleure lisibilité de la réalité locale.

Le rapport de cette mission dont l'objectif est une connaissance des secteurs objet de l'étude, doit traiter les thèmes suivants :

1- Etude préliminaire : Le contractant est tenu de fournir, une reconnaissance détaillée des lieux de l'étude à travers l'élaboration des levés topographiques des douars Ouled Said, Lahrarta, Ouled Sghir Soualem, Lagdadra, Lamouaguer et Lagdadra El Massira relevant de la commune Sidi El Kamel, établis dans le même découpage que celui des mappes cadastrales. Ces levés doivent être réalisés par un ingénieur géomètre topographe agréé et exécutés avec un appareillage électronique ou doubles chaînages pour respecter une précision respectant la tolérance requise, permettant l'établissement des plans topographiques réguliers.

De plus, le contractant est tenu d'établir des enquêtes foncières et parcellaires des ménages, qui seront établis après consultation des services concernés, et suite à laquelle ces derniers seront reportés et dessinés sur les plans du levé topographique aux échelles appropriées. L'objet de ces enquêtes parcellaires et foncières est de déterminer pour chaque parcelle, son statut foncier, superficie, consistance, type de construction, nombre d'habitants, branchement aux réseaux divers, etc.

L'enquête parcellaire doit comprendre les documents suivants :

➤ **Le plan parcellaire comprend :**

Le plan parcellaire doit contenir les éléments suivants :

- La délimitation des parcelles avec des polygones fermés en couleurs et type de ligne distingué ;
- Les courbes de niveaux et la topographie du site (Tawlegs, Oued, Merja, etc.) ;
- Les numéros des parcelles et des constructions ;
- Les bâtiments existants à l'intérieur des parcelles et toute autre implantation dessinée avec des polygones fermés en couleurs et type de lignes autre que ceux utilisés pour la délimitation des parcelles et en indiquant le mode de construction (en dur, pisé ou baraque) ;
- Les seuils de maisons et le sens de leurs entrées ainsi que les façades aveugles ;
- La voirie existante ;
- Les infrastructures existantes (réseau d'eau potable et d'assainissement liquide, réseau électrique, réseau téléphonique, poteaux, canaux et caniveaux, etc.) ;
- Toutes autres informations jugées utiles (plantations, puits, etc.) ;
- Usage des bâtiments (habitat, stockage, commerce, etc.).

➤ **L'état parcellaire comprend :**

A chaque lot ou parcelle sera attribué un numéro. Ce numéro constitue la clé de l'état parcellaire individuel qui rassemble, en un seul enregistrement, les informations suivantes :

- Le numéro de la parcelle ;
- Le nom et prénom du propriétaire et /ou de l'occupant ;
- L'adresse et numéro de la carte d'identité nationale « C.I.N » du propriétaire ou de l'occupant ;
- Le nombre d'habitant ;
- Le nombre de ménages ;
- Le statut foncier du terrain ;
- La consistance du terrain ;
- Le type de construction et éventuellement le nombre de niveau (dur, pisé ou baraque, terrain nu, clôture, etc.) ;
- Les branchements aux différents réseaux (eau potable, assainissement, électricité, etc.) ;

- La superficie du lot ou de la parcelle ;
- L'existence ou non de l'encorbellement ;

Cet état parcellaire doit être rédigé sous format Excel.

➤ **Le fichier numérique comprend :**

En plus des calques (Layers) contenant le levé topographique, le parcellaire doit être présenté et organisé sous forme de calque contenant les classes d'information suivantes :

- Le parcellaire immatriculé ou en cours d'immatriculation ;
- Le parcellaire non immatriculé ;
- La numérotation des parcelles ;
- Les seuils de maisons ;
- Les encorbellements ;
- Les réseaux divers.
- L'état parcellaire doit être présenté sous format numérique (logiciel Excel).

Les signes conventionnels à utiliser sont ceux en usage par les services de l'Agence Nationale de la Conservation Foncière, du Cadastre et de la Cartographie (ANCFCC).

N.B : Le contractant est tenu d'engager un ingénieur géomètre topographe agréé, à ses frais, pour la réalisation des levés topographiques et l'enquête parcellaire.

- 2- Etude du contexte physique et les contraintes du site ainsi que les risques qui peuvent en découler ;
- 3- Etude sociodémographique et économique : par l'analyse de la structure sociale de l'aire de l'étude en se basant sur les données du RGPH 2014 et des enquêtes sur les lieux, d'une part, et de cartographier les activités dans la zone et l'étude de leur organisation et les tendances actuelles, d'autre part.
- 4- Etude urbanistique et architecturale : en menant des réflexions autour de ce tissu composite et hétérogène, à travers le mode d'occupation du sol, des gabarits, des accessibilités, etc.... et en étudiant sa morphologie urbanistique afin de déterminer les actions d'aménagement à entreprendre pour la mise à niveau du processus de production du cadre bâti.
- 5- Etude de l'habitat et ses typologies : en fournissant les différentes implantations des bâtiments sur le site, les techniques de leur construction, leur conception architecturale notamment en matière de façades, etc.
- 6- Etude de structure et d'infrastructure : en étudiant l'organisation de la circulation et ses différents aspects : circulation piétonne et automobile, stationnement, signalisations verticale et horizontale, conflits intermodaux, accessibilités pour personnes à mobilité réduite, d'une part, et l'infrastructure de base en analysant l'état des réseaux d'eau potable, d'électricité, d'assainissement, d'autre part.

Aussi, il est appelé à dresser un inventaire des équipements socio-collectifs, des installations d'intérêt général ; et analyser leur répartition spatiale et leur taux de desserte ainsi que les déficits enregistrés à cet effet, et ce, en fonction de la nouvelle grille des équipements.
- 7- Etude foncière : Sur la base des résultats des études topographiques (restitution, levés, études parcellaires, situation foncière et statuts de propriété ...) le contractant est appelé à analyser ces données et faire dégager les différents problèmes liés à ce volet.

Il est entendu que les éléments d'analyse désignés, ci-dessus, sont proposés à titre indicatif et doivent être enrichis, hiérarchisés et complétés selon une approche propre au contractant. Le but étant d'aboutir à un

diagnostic pertinent par rapport à la problématique de l'aire étudiée permettant d'aboutir à une étude réaliste et faisable.

La conclusion de ce diagnostic devrait amener à la construction d'une vision globale et prospective sur le devenir de ces douars et la mise en exergue des éléments de développement à consolider, en vue d'une meilleure intégration dans l'armature urbaine locale et provinciale.

Partant de ces études, le contractant est amené à approfondir sa connaissance de la problématique de l'aire d'étude afin qu'il soit apte à formuler et justifier ses recommandations et ses options d'aménagement. Ainsi, il sera appelé à dresser ses choix d'aménagement et de proposer différents scénarios en intégrant les aspects suivants :

✓ **Urbanisme durable**

Il s'agit également à travers cette étude, de mettre en exergue les principes de l'urbanisme durable en vue d'intégrer des considérations fonctionnelles, environnementales et qualitatives afin de concevoir et de planifier un environnement qui :

- Comporte des infrastructures de qualité et bien planifiées créant les conditions d'un niveau élevé d'activités sociale, culturelle et économique ;
- Met en œuvre des approches modernes, économes en énergie permettant d'améliorer la qualité écologique et retenant le principe de l'efficacité énergétique ;

A cet effet ; il est opportun de s'inspirer du référentiel de l'urbanisme durable initiée par le Ministère de tutelle en Octobre 2017.

✓ **Approche participative appuyée par un accompagnement social**

Le plan de restructuration au-delà d'un outil de gestion et d'utilisation du sol, devrait contenir les notions de développement et d'équilibre et promouvoir un dialogue initié par les pouvoirs publics avec l'ensemble des partenaires en particulier la population cible, et ce, dans le but de mettre en place les conditions idoines pour une meilleure mise en œuvre.

Ainsi, et afin de garantir à cette étude l'objectivité nécessaire, elle doit être menée dans un cadre de concertation, de négociation, de suivi et de pilotage permettant la mise en relation des différents acteurs (institutionnels, privés, organisations de la société civile). Il s'agit là de mettre en place un processus de dialogue avec la population concernée pour maîtriser son image et sa perception sur le projet et de l'accompagner à exprimer ses attentes, répondre à ses besoins et trouver les solutions appropriées à ses situations.

Les modes de concertation et de participation de la population seront arrêtés en commun accord avec l'administration et ce, sur proposition du contractant (ateliers, journées d'études, etc.).

Au cours de l'exécution des travaux objet du présent marché qui sera issu du présent appel d'offres, les représentants désignés par l'Administration auront à tout moment le droit d'intervention dans la conduite des études et du suivi des travaux et ce, soit sur terrain ou soit aux bureaux. Ils pourront procéder à toute vérification portant sur la qualité du travail exécuté et le volume des prestations.

Mission 2 - Elaboration des plans de restructuration et des règlements d'aménagement

Cette phase sera traduite par une proposition spatiale de restructuration après concertation entre le maître d'ouvrage et le contractant qui sera établie à des échelles appropriées. Elle comprendra :

- Des plans graphiques à l'échelle de 1/1000^{ème} ou 1/500^{ème} ou une échelle appropriée définissant la structure globale des douars. Ces plans doivent également comporter :
 - Les voies existantes à maintenir et / ou celles à créer ;
 - Les équipements existants et ceux dont la réalisation est projetée ;



- Les zones d'habitat et leur typologie ;
- La localisation des équipements nécessaires ;
- Les différents zonages, le cas échéant ;
- Un règlement qui définit les règles de construction dans les douars ou quartiers.

Mission 3 - Proposition d'un plan d'action, plans d'alignement et d'ordonnancement architectural des façades des bâtiments donnant sur les principales artères :

Le contractant devra formuler ses intentions en ce qui concerne l'alignement, les élévations des façades et de l'aménagement des artères principales : ordonnancement, couleurs, ouvertures, traitement des commerces ou RDC, mobilier urbain, arbres d'alignement, etc. Cette mission sera sanctionnée par des réunions de concertation lors desquelles le contractant débattrait avec l'administration ses propositions.

Chaque réunion sera sanctionnée par un procès-verbal qui marquerait l'état d'avancement de la mission ainsi que les recommandations de l'administration.

Les propositions arrêtées en commun accord avec l'administration, constitueront les actions prioritaires qui seront cartographiées à des échelles adéquates à arrêter en commun accord avec l'Administration, et illustrées avec les techniques de représentation les plus appropriées à leur nature. Sur ce, le contractant est tenu de présenter un plan d'action pour la réalisation du projet comportant : un montage financier et institutionnel, une priorisation des actions et des délais de réalisation.

Au cours de l'exécution des travaux objet du présent marché qui sera issu du présent appel d'offres, les représentants désignés par l'Administration auront à tout moment le droit d'intervention dans la conduite des études et du suivi des travaux et ce, soit sur terrain ou soit aux bureaux. Ils pourront procéder à toute vérification portant sur la qualité du travail exécuté et le volume des prestations.

Autres missions :

En plus des missions qui composent les phases de l'étude, il faut mettre l'accent sur les tâches suivantes :

- Le contractant doit se charger de la réalisation des documents et supports nécessaires à la concertation, ainsi que l'animation des réunions techniques et de concertation ;
- Le contractant se charge aussi de la rédaction des **PV et comptes rendus des réunions** tenues tout au long de la période de l'élaboration de l'étude.

ARTICLE 7 : COMPOSITION DE L'EQUIPE

Le chef de projet de l'étude doit obligatoirement être un architecte ayant une expérience confirmée en matière d'urbanisme et de montage de projet.

L'étude sera menée par un chef de projet, **architecte** ou **architecte-urbaniste**, ou architecte-paysagiste ayant une expérience confirmée. Le BET devra faire appel en plus aux consultants suivants :

- **Un ingénieur géomètre topographe agréé ;**
- **Un ingénieur en génie civil ;**
- **Un urbaniste / géographe (géographie urbaine) ;**
- **Un juriste.**
- **Infographiste**
- **Technicien en architecture et urbanisme**

Cependant, le choix est laissé au BET d'ajouter des profils qu'il jugera correspondants aux finalités de l'étude.



Le chef de projet assurera la direction technique et l'animation des consultations et veillera à ce que toutes les tâches prévues dans chaque phase d'étude soient exécutées dans leurs délais. Il sera, en outre, chargé de diriger la présentation des travaux pendant les réunions de concertation.

ARTICLE 8 : DELAIS D'EXECUTION ET CARACTERISTIQUES DES LIVRABLES

La durée de l'étude est fixée à 360 jours dont 90 jours sont réservés aux corrections. Le délai de réalisation ne tient pas compte du délai d'instruction réservé à l'AUKSS dont il est de 30 jours par phase. Le contractant s'engage à démarrer les études dès réception de l'ordre de service du commencement. Il devra respecter le planning du déroulement des travaux. Ceci dit, ce planning devra s'inscrire impérativement dans les délais partiels et définitifs imposés par le maître d'ouvrage et précisés ci-dessous :

Phases de l'étude	Délais du rendu	Délais de correction	Délais de validité des livrables	Nombre d'exemplaires
Phase 1 : Reconnaissance des lieux de l'étude et élaboration du rapport diagnostic-orientations et propositions d'aménagement	150 jours	30 jours	30 jours	<ul style="list-style-type: none"> -Dossier topographique -Plans du levé topographique relatif au levé topographique sur calque stable* -Plans parcellaires originaux sur calque stable* -Note de présentation du recensement des habitants -Plans de recollement des réseaux quand ils existent -Reportage photographique (rues et façades des maisons et vues d'ensemble) -4 exemplaires des plans parcellaires sur papier -4 exemplaires de l'état parcellaire - 03 exemplaires du rapport diagnostic (version provisoire)+10 CD/DVD - 03 exemplaires du rapport diagnostic et 10 CD/DVD (version définitive)
Phase 2 : Plans de restructuration et les règlements d'aménagement	60 jours	30 jours	30 jours	<ul style="list-style-type: none"> - 03 exemplaires des plans de restructuration et les règlements qui l'accompagnent (version provisoire) +10 CD/DVD - 03 exemplaires des plans de restructuration et les règlements qui l'accompagnent et +10 CD/DVD (version définitive)
Phase 3 : Proposition d'un plan d'action, plans d'alignement et d'ordonnancement architectural des façades des bâtiments donnant sur les principales artères	60 jours	30 jours	30 jours	<ul style="list-style-type: none"> - 03 rapports (provisoire) +10 CD/DVD -03 rapports (Définitifs) +10 CD/DVD

*Les plans du levé topographique doivent être établis aux échelles suivantes : 1/500^{ème}, 1/1000^{ème}, 1/2000^{ème}, 1/5000^{ème}.

* Les plans parcellaires originaux doivent être établis aux échelles suivantes : 1/500^{ème}, 1/1000^{ème}, 1/2000^{ème}, 1/5000^{ème}.

Tous les documents remis doivent être d'un format 21/29,7 ou 29,7/42, en couleur, illustré et étayé de tableaux, diagrammes, photos et cartes nécessaires aux concertations. L'échelle de ces cartes sera arrêtée en commun accord avec l'Administration.

Les rapports définitifs des 3 phases doivent être de bonne qualité et en format exploitable. Ils seront remis sur support informatique (CD avec pochette en couleur).



ARTICLE 09 : CARACTERISTIQUES DES LIVRABLES

1- Rendu, textes et graphiques

Le contractant aura à fournir :

- Les rapports en édition provisoire et les rapports en édition finale de chaque phase ;
- Les plans sous format d'une feuille de restitution avec cartouche et légende ;
- Le DVD comprenant les fichiers numériques constituant les documents écrits modifiables pour les textes et les tableaux et les graphiques, JPEG, PDF, PSD pour les images et schémas, un format arrêté d'un commun accord avec le maître d'ouvrage pour le dessin du plan (DWG, ...), et la version SIG avec une extension (Shp) de l'ensemble des plans.

L'impression des documents relatifs aux phases 1, 2 et 3, se fera en recto ou recto verso selon le choix, texte noir et couleur, photos et cartes en quadrichromie sur un support papier de bonne qualité. Le bureau d'études devra remettre les documents afférents à chaque phase en langue française.

2-Les versions des documents déposés par le contractant :

Chaque version doit avoir un code spécifique afin de distinguer entre les différentes versions (version provisoire, version corrigée, version définitive).

3- Numérisation du Plan de restructuration

La dématérialisation du plan de restructuration consiste à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour disposer sous forme numérique des documents graphiques et des textes qui le compose.

Le contractant devra remettre au maître d'ouvrage le Plan de restructuration numérisé selon le cahier des charges de structuration des données à arrêter d'un commun accord avec le maître d'ouvrage. Il doit également proposer une méthodologie qui permet une exploitation des données constituées dans un système d'information géographique (SIG) et l'édition du document.

4- Base de données SIG :

Avant la réception définitive, le BET doit remettre une base de données SIG comprenant toutes les informations collectées tout au long de l'étude (enquête ménages, enquêtes sectorielles, cartes thématiques, zonages, affectation urbanistique, réglementation, ...) avec une extension Shp.

La version SIG contenant les plans de restructuration doivent intégrer dans leurs tables attributaires relatives à chaque lot les informations concernant ceux-ci (Numéro de lot, superficie du lot et les niveaux.). Il est donc entendu que les documents établis pendant les trois phases de l'étude soient construits sur une base de données SIG. Il est donc entendu que les documents établis pendant les trois phases de l'étude soient construits dans une base de données SIG

ARTICLE 10 : MONTANT DES PRESTATIONS

Le montant global du marché qui sera issu du présent appel d'offres, s'entend toutes taxes comprises. Il sera liquidé en fonction de la remise et de l'approbation des documents en pourcentage du montant total, comme précisé dans l'article 09 ci-dessus.

Les paiements seront effectués en dirham marocain et seront versés après réception du rapport corrigé suite aux différentes réunions de travail et de concertation. Ils se feront par virement au compte n° (RIB sur 24 positions).....ouvert auprès de.....

Le paiement sera effectué selon les modalités suivantes :



- Vingt cinq pour cent (25%) du montant du marché qui sera issu du présent appel d'offres, après remise, en version définitive, du rapport diagnostic - orientations et propositions d'aménagement ;
- Trente cinq pour cent (35%) du montant du marché qui sera issu du présent appel d'offres, après remise, en version définitive, des Plans de restructuration et les règlements d'aménagement ;
- Le reliquat du montant du marché qui sera issu du présent appel d'offres, après remise, en version définitive, de la proposition d'un plan d'action, plans d'alignement et d'ordonnancement architectural des façades des bâtiments donnant sur les principales artères.

Les décomptes ne seront débloqués qu'après remise des documents repris en fonction des remarques éventuelles de l'Administration, et ce, selon le nombre de copies contractuelles.

ARTICLE 11 : APPROBATION ET VISA DU MARCHÉ

Le marché qui sera issu du présent appel d'offres, ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son visa par le Contrôleur d'Etat et notification de son approbation par le maître d'ouvrage.

L'approbation du marché qui sera issu du présent appel d'offres, doit intervenir avant tout commencement de réalisation. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de 60 jours à compter de la date d'ouverture des plis. Dans le cas où le délai de validité des offres est prorogé conformément à l'article 36 du décret précité, le délai de notification de l'approbation visé au premier alinéa ci-dessus est prorogé décret précité, le délai de notification de l'approbation visé au premier alinéa ci-dessus est prorogé d'une période supplémentaire qui ne peut dépasser la période de prorogation de validité des offres fixée par le maître d'ouvrage et acceptée par les concurrents.

Sans préjudice des dispositions de l'article 36 du présent décret, le maître d'ouvrage peut, le cas échéant, demandé à l'attributaire, de proroger la validité de son offre d'une durée supplémentaire ne dépassant pas **trente (30) jours**. A cet effet, il lui fixe une date limite pour faire connaître sa réponse.

Cette demande doit être adressée à l'attributaire, avant l'expiration du délai de validité, par voie recommandée avec accusé de réception.

L'attributaire, dument saisi, doit faire connaître sa réponse, par tout moyen pouvant donner date certaine, avant l'expiration de la date limite qui lui est impartie par le maître d'ouvrage.

Si l'attributaire accepte le nouveau délai proposé, il reste engagé vis-à-vis du maître d'ouvrage pendant ce nouveau délai.

Si l'attributaire ne donne pas son accord à la demande de prorogation du délai de validité de son offre ou s'il ne répond pas dans le délai qui lui est imparti par le maître d'ouvrage, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire au plus tard quarante huit heures à compter de la date réception de la réponse de l'attributaire ou à l'expiration du délai qui lui est imparti. Dans ce cas, il est procédé à l'annulation de la procédure.

En cas d'absence de notification de l'approbation du marché durant le délai imparti, du marché prorogé le cas échéant, le maître d'ouvrage établit un rapport explicitant les raisons qui ont conduit au non approbation ou au non notification du marché. Ce rapport est versé dans le dossier du marché.

ARTICLE 12 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché qui sera issu du présent appel d'offres sont :

- 1- L'acte d'engagement ;
- 2- Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS) dument signé et paraphé ;
- 3- L'offre technique ;
- 4- tout document mentionné comme pièce constitutive dans le cahier des prescriptions spéciales ou dans le cahier des prescriptions communes tels que plans, notes méthodologiques, notes de calcul,

dossier de sondage, dossier géotechnique, liste et curriculum vitae du personnel affecté à la réalisation de la prestation ;

5- Le bordereau des prix global

6- La décomposition du montant global ;

7- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre (CCAG-EMO) exécutés pour le compte de l'Etat approuvé par le Décret n° 2332-01-2 du 22 Rabia 1 1423 (4 juin 2002) ;

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché qui sera issu du présent appel d'offres, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 13 : DOMICILE DU CONTRACTANT

Le contractant devrait remplir les obligations qui lui sont imposées par le CCAG-EMO, toutes les notifications lui seront valablement faites dans les bureaux de l'adresse indiquée sur son acte d'engagement. Dans le cas où un changement de domiciliation serait intervenu, le titulaire est tenu d'aviser le maître d'ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception dans les **quinze (15) jours** suivant la date d'intervention du changement du domicile.

ARTICLE 14 : RECEPTION PROVISOIRE

Les différents documents sont soumis à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations prévues dans le présent CPS. Ces vérifications sont effectuées par le maître d'ouvrage suivant les modalités prévues au présent CPS et au CCAG EMO.

Après vérification le maître d'ouvrage procédera :

- Soit à l'approbation du rapport, document ou produit sans réserve ;
- Soit invitera le titulaire à procéder à des corrections ou améliorations pour les rendre conformes aux exigences du cahier des prescriptions spéciales et aux règles de l'art ;
- Soit, le cas échéant, prononcera un refus motivé du rapport, document ou produit pour insuffisance grave dûment justifiée.

A l'issue de la procédure de vérification et/ou d'approbation des rapports, documents ou produits prévus, pour chaque phase partielle. Chaque réception partielle donne lieu à l'établissement par le maître d'ouvrage d'un procès-verbal dont une copie est notifiée au titulaire.

Après la dernière réception partielle, le maître d'ouvrage prononce la réception provisoire du marché qui sera issu du présent appel d'offres.

ARTICLE 15 : RECEPTION DEFINITIVE

Etant donné qu'aucun délai de garantie n'est prévu pour cette prestation au niveau du CPS c'est la dernière réception partielle et la réception provisoire prononcées qui tiennent lieu de la réception définitive du marché qui sera issu du présent appel d'offres, et ce conformément aux dispositions **3 de l'article 49 du CCAG- EMO**

ARTICLE 16 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du marché qui sera issu du présent appel d'offres, il est précisé que :

La liquidation des sommes dues au contractant en exécution du marché qui sera issu du présent appel d'offres, sera opérée par les soins du maître d'ouvrage ;

L'autorité chargée de fournir au contractant ainsi qu'aux bénéficiaires du nantissement ou subrogation des renseignements et états prévus au dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics est le maître d'ouvrage ;

Les règlements prévus au marché qui sera issu du présent appel d'offres, seront effectués par le trésorier payeur de l'Agence Urbaine de Kénitra-Sidi Kacem-Sidi Slimane, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du contractant ;

En application de l'article 11 du CCAG-EMO, alinéa 5, le maître d'ouvrage délivrera au contractant et à sa demande, et contre récépissé, un exemplaire du marché qui sera issu du présent appel d'offres, portant la mention «Exemplaire Unique» ;

Les frais de timbres de l'«Exemplaire Unique» sont à la charge du contractant.

ARTICLE 17 : NATURE DES PRIX

Le présent marché qui sera issu du présent appel d'offres, est à prix global. Le prix est établi et calculé sur la base de la décomposition du montant global annexée au présent cahier des prescriptions spéciales. Ce prix global couvre et rémunère l'ensemble des prestations qui font l'objet du marché qui sera issu du présent appel d'offres, et telles qu'elles doivent être exécutées conformément à ce dernier.

Les prix du marché qui sera issu du présent appel d'offres, sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des études y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

ARTICLE 18 : REVISION DES PRIX

Conformément aux dispositions de l'article 15 Décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, les prix du présent marché sont révisable.

Le prix du marché sera révisable par application de la formule de révision des prix suivante :

$$P = P_0 [0,15 + 0,85 \left(\frac{ING}{ING_0} \right)]$$

Avec :

P = Le montant hors taxe révisé de la prestation considérée.

P₀ = Le montant initiale hors taxe de cette même prestation.

ING = La valeur de l'index global ingénierie du mois de la date d'exigibilité de la révision.

ING₀ = La valeur de l'index global ingénierie du mois de la date limite de remise des offres.

P

----- = étant le coefficient de révision des prix.

P₀

Les règles de révisions des prix sont régies par l'arrêté du chef du gouvernement n°3-302-15 du 15 safar 1437 (27 Novembre 2015)

ARTICLE 19 : CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF

Le cautionnement provisoire est fixé à 5 000,00 DH (Cinq mille dirhams), suite à l'Article 24 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 Mars 2023). Il sera restitué au contractant dès la constitution et la présentation du cautionnement définitif. Ce montant est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché arrondi à la dizaine de dirhams supérieure. La constitution de cette dernière doit avoir lieu dans les trente(30) jours qui suivent la date de la notification de l'approbation du marché qui résultera du présent appel d'offres. Elle sera libérée dans les trois mois suivant la réception définitive.

ARTICLE 20 : RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie de 10% sera opérée sur le montant de chaque décompte relatif aux études objet du présent marché qui sera issu du présent appel d'offres. Cette retenue de garantie cesse de croître lorsqu'elle atteindra 7% du montant global du marché qui sera issu du présent appel d'offres, Elle sera remboursée après la réception définitive de l'ensemble des prestations et peut être valablement remplacée par une caution bancaire pour le même montant de la retenue de garantie.

ARTICLE 21 : ASSURANCE DU CONTRACTANT

Conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 13 chaâbane 1360 (06/09/1941) unifiant le contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurance, de réassurance et de capitalisation, l'assurance des risques inhérents à l'objet du présent marché qui sera issu du présent appel d'offres, doit être souscrite et gérée par une entreprise d'assurance agréée par le Ministère des Finances pour pratiquer au Maroc l'assurance dudit risque.

Le contractant est d'une façon générale responsable de tous les accidents matériels ou corporels pouvant lui être imputés du fait du personnel qu'il emploie, du matériel qu'il utilise et spécialement des fautes de la part de ses agents, représentants, sous-traitants, etc.

Le contractant doit souscrire les contrats suivants :

- Accidents de travail ;
- Risques de responsabilité civile.

ARTICLE 22 : DROITS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT

Les frais de timbres et d'enregistrement du marché qui sera issu du présent appel d'offres, résultant du présent appel d'offres sont à la charge du contractant.

ARTICLE 23 : SOUS-TRAITANCE

Après la signature du marché découlant du présent appel d'offres, le contractant peut en confier l'exécution d'une partie à un tiers, sous réserve de notifier à l'administration la nature des prestations qu'il envisage de sous-traiter ainsi que l'identité, la raison ou la dénomination et l'adresse des sous-traitants.

La sous-traitance ne peut ni dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché toutes taxes comprises, ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises du contractant prévues à l'article 27 du règlement précité.

ARTICLE 24 : PENALITES DE RETARD

Le montant de la pénalité pour le dépassement du délai d'exécution est fixé à 1/1000 du montant du marché qui sera issu du présent appel d'offres, par jour calendaire de retard. Le montant total des pénalités est plafonné à 10% du montant initial du marché qui sera issu du présent appel d'offres,

Toutefois, le montant global des pénalités pour retard est limité à dix pour cent (10%) du montant du marché qui sera issu du présent appel d'offres, en application de l'article 42 du C.C.A.G.E.M.O. Lorsque le plafond des pénalités est atteint, le maître d'ouvrage est en droit de résilier le marché qui sera issu du

présent appel d'offres, après mise en demeure préalable et sans préjudice des mesures coercitives prévues par l'article 42 du CCAG-EMO

ARTICLE 25. RESILIATION DU MARCHÉ

Pour toutes les conditions de résiliation du marché qui sera issu du présent appel d'offres, il sera fait application des dispositions de l'article 52 du C.C.A.G.E.M.O. Par ailleurs, cette clause ne fera pas obstacle à l'application des autres cas prévus par le décret de 2-01-2332 du Rabii I 1423 (04/06/2002) approuvant le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maître d'œuvres, passés pour le compte de l'état (CCAG-EMO).

Aussi, et dans le cas où le Maître d'Ouvrage constate après examen des rapports des différentes phases de l'étude que le rendu ne répond pas aux exigences de l'étude, et n'honore pas les engagements que le contractant a initialement mentionné dans l'offre technique, la résiliation pur et simple du marché qui sera issu du présent appel d'offres, sera peut-être prononcée par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 26. RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON-RESIDENTS AU MAROC

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10%), sera prélevée sur le montant hors taxes sur la valeur ajoutée des études réalisées au Maroc dans le cadre du présent marché qui sera issu du présent appel d'offres.

ARTICLE 27: SECRET PROFESSIONNEL

Le Contractant et son équipe se considèrent comme entièrement liés par le secret professionnel et s'engagent à n'utiliser les documents et renseignements auxquels ils auraient accès au cours de l'étude que dans la stricte mesure des nécessités de celles-ci.

Il est responsable de l'exécution professionnelle et correcte des études faisant l'objet du présent marché qui sera issu du présent appel d'offres, dont l'Administration sera propriétaire.

ARTICLE 28 : OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage s'engage, vis-à-vis du contractant, à :

- Mettre à sa disposition l'ensemble des données dont il dispose, nécessaires au bon déroulement des prestations en question (Plans d'aménagement et / ou Plans de restructuration des autres quartiers s'ils existent, etc.);
- Fournir les reconnaissances des lieux détaillées (les levés topographiques, les photographies aériennes et les plans de restitutions nécessaires à l'appréhension de l'aire de l'étude) ;
- Faciliter l'accès à toutes les informations et documents non commercialisés utiles à l'étude et dont disposent les différentes administrations et organismes au niveau local et central.

Ne sont pas concernés par ce paragraphe, les documents commercialisés par les administrations qui seront acquis et financés directement par le Contractant.

ARTICLE 29 : ARCHIVAGE DES DOCUMENTS



Le Contractant procédera à un archivage de tous les documents et données collectés et traités au cours de l'étude. Il restituera ces documents, tous les originaux et tous les négatifs ou fichiers des photographies, en fin d'étude, au maître d'ouvrage.

Il saisira tous les plans et données sur support informatique compatible avec celui du maître d'ouvrage. L'ensemble des supports dûment répertoriés sera remis à la fin des études.

Pour des raisons de compatibilité avec le matériel informatique de l'Administration, les logiciels à utiliser seront choisis en concertation avec l'Administration avant le démarrage des études.

ARTICLE 30 : REGLEMENT DES LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché qui sera issu du présent appel d'offres, des désaccords surgissent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 52 à 55 du CCAG-EMO.

Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et le prestataire sont soumis aux tribunaux statuant en matière administrative.

ARTICLE 31: AUTORISATIONS

Le maître d'ouvrage s'engage à mettre à la disposition du contractant les différentes autorisations et lettres d'introduction nécessaires à la collecte des données et à l'investigation sur le site.

ARTICLE 32 : DELAIS D'ACCEPTATION DU MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage s'engage à faire part de ses observations au consultant sur les différents documents soit par note écrite soit au cours des réunions techniques, dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception des documents.

Tout démarrage de l'étude d'une mission sera conditionné par l'acceptation, sans réserves majeures, de la phase antérieure (mentionnées dans les comptes rendus de travail). Aussi, le maître d'ouvrage s'engage à procéder par écrit à l'approbation de chaque mission dans un délai maximum d'une semaine après la levée des réserves.

ARTICLE 33 : REDACTION DES NOTES ET DES PROJETS DE PROCES VERBAUX

Le Contractant aura la charge de dresser les projets de procès verbaux de toutes les réunions et sorties liées au projet dans les 48 heures qui suivent la tenue de ces réunions ou sorties.

De même, il aura la charge de rédiger à la demande du maître d'ouvrage les notes de synthèse et de présentation du projet.

ARTICLE 34 : PROPRIETE INTELLECTUELLE

Une fois remis par le contractant, les rapports et documents de tous genres énumérés à l'article 9 deviennent la propriété exclusive du maître d'ouvrage, le contractant ne pourra en conséquence prétendre à l'exercice d'aucun droit patrimonial sur les résultats de l'étude, ni en partie ni en totalité, et à quelque titre que ce soit.

Le maître d'ouvrage pourra utiliser librement lesdits rapports et documents notamment pour faire d'autres études complémentaires ou connexes, soit par le consultant lui même soit par un tiers.



ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
NATIONAL DE L'URBANISME, DE L'HABITAT
ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

AGENCE URBAINE
KENITRA-SIDI KACEM-SIDI SLIMANE

APPEL D'OFFRES OUVERT SIMPLIFIÉ N°19/AUKSS/2023

**ELABORATION DES PLANS DE RESTRUCTURATION DES DOUARS OULED SAID, LAHRARTA, OULED SGHIR
SOUALEM, LAGDADRA, LAMOUAGUER ET LAGDADRA EL MASSIRA RELEVANT DE LA COMMUNE DE SIDI
EL KAMEL**

BORDEREAU DU PRIX GLOBAL

N° du prix	Désignation de la prestation	Prix forfaitaire
1	ELABORATION DES PLANS DE RESTRUCTURATION DES DOUARS OULED SAID, LAHRARTA, OULED SGHIR SOUALEM, LAGDADRA, LAMOUAGUER ET LAGDADRA EL MASSIRA RELEVANT DE LA COMMUNE DE SIDI EL KAMEL	
	Total HT	
	TVA 20%	
	Total TTC	

Fait à : le :

(Cachet et signature du concurrent)

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
NATIONAL DE L'URBANISME, DE L'HABITAT
ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

AGENCE URBAINE
KENITRA-SIDI KACEM-SIDI SLIMANE

APPEL D'OFFRES OUVERTSIMPLIFIE N° 19/AUKSS/2023

**ELABORATION DES PLANS DE RESTRUCTURATIONDES DOUARS OULED SAID, LAHRARTA, OULED SGHIR
SOUALEM, LAGDADRA, LAMOUAGUER ET LAGDADRA EL MASSIRA RELEVANT DE LA COMMUNE DE SIDI
EL KAMEL**

- DECOMPOSITION DU MONTANT GLOBAL -

N° de poste	Désignation	Quantités forfaitaires	Prix forfaitaires hors TVA	Totalhors TVA par poste
<u>1</u>	Phase 1 : Rapport reconnaissance des lieux de l'étude et élaboration du rapport diagnostic-orientations et propositions d'aménagement	F		
<u>2</u>	Phase 2 : Plans de restructuration et les règlements d'aménagement	F		
<u>3</u>	Phase 3 : Proposition d'un plan d'action, plans d'alignement et d'ordonnancement architectural des façades des bâtiments donnant sur les principales artères	F		
Total hors TVA			
Taux TVA (20%)			
Total TTC			

Fait à :le :

(Signature et cachet du concurrent)



ROYAUME DU MAROC

**MINISTERE DE L'AMENAGEMENT
DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME,
DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE
AGENCE URBAINE DE KENITRA-SIDI KACEM- SIDI SLIMANE**

APPEL D'OFFRES OUVERT SIMPLIFIE N° 19/AUKSS/2023

**ELABORATION DES PLANS DE RESTRUCTURATION DES DOUARS OULED SAID,
LAHRARTA,
OULED SGHIR SOUALEM, LAGDADRA, LAMOUAGUER ET LAGDADRA EL
MASSIRA
RELEVANT DE LA COMMUNE DE SIDI EL KAMEL**

Le Maitre d'Ouvrage	Le concurrent (Plus la mention Lu et accepté manuscrite)
